

2° mensuellement, une auto-évaluation relative à la mise en œuvre du programme de travail prévu à l'article 20 de l'accord de coopération en utilisant le système d'évaluation de l'Institution hôte. Le président du Comité peut disposer de cette auto-évaluation s'il en fait la demande.

Art. 15. L'institution hôte prévoit une possibilité de développement personnel pour les membres du Secrétariat scientifique lorsque ceux-ci en font la demande pour développer leur carrière.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 16. En cas de différend dans l'application des articles 2 à 6 et 8 à 15, celui-ci est porté à la connaissance de la CIE élargie à la Recherche scientifique en vue d'être solutionné.

Art. 17. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 18. Le présent accord entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le Ministre de l'autorité fédérale qui a l'environnement dans ses compétences est chargé de la publication du présent accord.

Fait à Bruxelles le 16 février 2023, en un seul exemplaire qui sera déposé au Secrétariat central du Comité de concertation.

Pour le Gouvernement fédéral :

Le Premier Ministre,
A. DE CROO

Le Ministre de l'Economie et du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre du Climat, de l'Environnement,
du Développement durable et du Green Deal,
Z. KHATTABI

Le Secrétaire d'Etat pour la relance et les investissements
stratégiques, chargé de la Politique scientifique,
adjoint au ministre de l'Economie et du Travail,
Th. DERMINE

Pour la Communauté flamande et la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La Ministre de l'Environnement et du Maintien, de l'Environnement
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Energie et du Tourisme,
Z. DEMIR

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature de la Forêt,
de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de la transition climatique, de l'Environnement
et de l'Energie et de la Démocratie participative
A. MARON

2° maandelijks een zelfevaluatie met betrekking tot het uitvoeren van het werkprogramma voorzien in artikel 20 van het samenwerkingsakkoord opgesteld met gebruik van het evaluatiesysteem van de Gastinstelling. De voorzitter van het Comité op zijn verzoek heeft toegang tot deze zelfevaluatie.

Art. 15. De gastinstelling voorziet een persoonlijke ontwikkelingsmogelijkheid voor de leden van het Wetenschappelijk Secretariaat als zij dit aanvragen om hun carrière te ontwikkelen.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 16. In geval van geschil bij de toepassing van de artikelen 2 tot 6 en 8 tot 15 wordt dat ter kennis gebracht van de ICL uitgebreid met Wetenschapsbeleid teneinde tot een oplossing te komen.

Art. 17. Dit akkoord wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Art. 18. Dit akkoord treedt in werking op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De minister van de federale overheid die bevoegd is voor leefmilieu is belast met de bekendmaking van dit akkoord.

Opgemaakt te Brussel op 16 februari 2023, in één enkel oorspronkelijk exemplaar, dat zal worden neergelegd bij het Centrale Secretariaat van het Overlegcomité.

Voor de Federale Regering:

De Eerste Minister,
A. DE CROO

De Minister van Economie en Werk,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Klimaat, Leefmilieu,
Duurzame Ontwikkeling en Green Deal,
Z. KHATTABI

De Staatssecretaris voor Relance en strategische Investerings,
belast met Wetenschapsbeleid,
toegevoegd aan de minister van Economie en Werk
Th. DERMINE

Voor de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
J. JAMBON

De Minister van Justitie en Handhaving, Omgeving,
Energie en Toerisme,
Z. DEMIR

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President van de Waalse Regering,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bos, Erfgoed en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
R. VERVOORT

De Minister belast met Klimaat- transitie, Leefmilieu,
Energie en Participatieve Democratie,
A. MARON

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2023/42147]

16 FEVRIER 2023. — Accord de coopération portant exécution de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes, et fixant les procédures et modalités relatives au fonctionnement du Comité national des espèces exotiques envahissantes

Vu l'article 23 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 6, § 1^{er}, III, 2°, 6bis et 92bis ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2023/42147]

16 FEBRUARI 2023. — Samenwerkingsakkoord houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten en tot vaststelling van de procedures en modaliteiten betreffende het functioneren van het nationaal Comité

Gelet op artikel 23 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 6, § 1, III, 2°, 6bis en 92bis;

Vu l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu le décret du 4 avril 2019 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu le décret du 3 mai 2019 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu la loi du 16 juin 2019 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu l'ordonnance du 2 juillet 2020 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Considérant le Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Entre :

L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne du Premier ministre, du Vice-Premier ministre et Ministre de l'Economie et du Travail, du Vice-premier ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord, de la Ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal et du Secrétaire d'Etat pour la Relance et les Investissements stratégiques, chargé de la Politique scientifique, adjoint au ministre de l'Economie et du Travail ;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne du Ministre-Président et de la Ministre de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Energie et du Tourisme ;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne du Ministre-Président et de la Ministre de de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal ;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne du Ministre-Président et du Ministre chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie participative ;

a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent accord fixe les procédures et modalités relatives au fonctionnement du Comité national des espèces exotiques envahissantes conformément à l'article 10 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

Il contient les éléments suivants :

- 1° l'organisation de la présidente tournante ;
- 2° la procédure de demande d'avis faite au Conseil scientifique national des espèces exotiques envahissantes ;
- 3° la supervision du fonctionnement général du Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes.

Art. 2. Pour l'application du présent accord, on entend par :

1° Accord de coopération : l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

2° CIE : la Conférence interministérielle de l'Environnement instaurée par décision du Comité de Concertation Gouvernement-Exécutifs des 9 mai et 13 juin 1989 créant une Conférence interministérielle de l'Environnement conformément à l'article 31 bis de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles ;

3° Comité : le Comité national des espèces exotiques envahissantes visé à l'article 1^{er}, 13°, de l'accord de coopération ;

4° Conseil scientifique : le Conseil scientifique national des espèces exotiques envahissantes visé à l'article 1^{er}, 14°, de l'accord de coopération ;

Gelet het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten ;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten ;

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten ;

Gelet op de wet van 16 juni 2019 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten ;

Gelet op de ordonnantie van 2 juli 2020 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten ;

Overwegende de Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten ;

Tussen :

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de federale Regering, in de persoon van de Eerste Minister, de Vice-eersteminister en minister van Economie en Werk, de Vice-eersteminister van Justitie en Noordzee, de Minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal en de Staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings, belast met Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Economie en Werk ;

De Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-Président en de Minister van Justitie en Handhaving, Omgeving, Energie en Toerisme ;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-Président en de Minister van Leefmilieu, Bos, Erfgoed en Dierenwelzijn ;

Het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, vertegenwoordigd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, in de persoon van de Minister-Président en de Minister belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie ;

is overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit akkoord legt de procedures en modaliteiten vast betreffende het functioneren van het nationaal Comité overeenkomstig artikel 10 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten.

Het bevat de volgende elementen :

- 1° het organiseren van het roterend voorzitterschap ;
- 2° de procedure voor het aanvragen van een advies aan het Nationale wetenschappelijke Raad voor de invasieve uitheemse soorten ;
- 3° het toezicht op het algemene werking van het Nationale wetenschappelijke Secretariaat voor de invasieve uitheemse soorten.

Art. 2. Voor de toepassing van dit akkoord verstaat men onder :

1° Samenwerkingsakkoord: het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en het beheer van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten ;

2° ICL: de Interministeriële Conferentie Leefmilieu, opgericht bij beslissing van het Overlegcomité Regering-Executieven van 9 mei en 13 juni 1989 tot oprichting van een Interministeriële Conferentie Leefmilieu conform artikel 31bis van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ;

3° Comité: het Nationaal Comité voor de invasieve uitheemse soorten bedoeld in artikel 1, 13° van het samenwerkingsakkoord ;

4° Wetenschappelijke Raad: de Nationale Wetenschappelijke Raad voor de invasieve uitheemse soorten bedoeld in artikel 1, 14°, van het samenwerkingsakkoord ;

5° Institution hôte : la structure d'accueil du Secrétariat scientifique national visée à l'article 16, § 2, de l'accord de coopération ;

6° Programme de travail annuel : le programme de travail adopté par la Conférence interministérielle de l'Environnement conformément à l'article 20 de l'accord de coopération ;

7° Secrétariat scientifique : le Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes visé à l'article 1^{er}, 15°, de l'accord de coopération ;

8° Site web : le site portail internet visé à l'article 15, § 2, 8°, de l'accord de coopération ;

9° Parties : pour cet accord de coopération d'exécution, vise exclusivement l'État fédéral et les Régions ;

10° Membres effectifs : les membres du Comité visés à l'article 8, § 1^{er}, 2° à 5° de l'accord de coopération ;

11° Observateurs : les membres du Comité visés à l'article 8, § 1^{er}, 6° et 7° de l'accord de coopération ;

12° Parties prenantes : les personnes visées à l'article 9, § 5 de l'accord de coopération ;

13° Experts : les personnes pouvant être invitées comme observateur aux réunions du Comité conformément à l'article 8, § 1^{er}, 8° de l'accord de coopération.

CHAPITRE II. — Présidence tournante

Art. 3. § 1^{er}. La présidence tournante du Comité est organisée entre les autorités compétentes visées à l'article 8, § 1^{er}, 2° à 5° de l'accord de coopération, dans l'ordre suivant :

- 1° Région de Bruxelles-Capitale ;
- 2° Etat fédéral ;
- 3° Région flamande ;
- 4° Région wallonne.

§ 2. L'exercice complet de la présidence, selon l'ordre mentionné au paragraphe 1^{er}, par les différentes autorités compétentes correspond à un cycle de huit ans. Cet ordre est conservé pour chaque nouveau cycle, sauf décision de la CIE de procéder différemment.

Le premier cycle de huit ans commence l'année civile qui suit l'année au cours de laquelle l'accord de coopération entre en vigueur.

§ 3. Avant l'échéance des deux ans de présidence par chaque autorité compétente et aux fins de s'assurer de la continuité du fonctionnement de la présidence du Comité, le président en exercice organise sa succession avec l'autorité compétente qui doit prendre en charge la prochaine présidence. Le président informe la CIE du nom du futur président et de la date d'entrée en exercice de celui-ci.

§ 4. Conformément à l'article 8, § 2, de l'accord de coopération, le suppléant désigné par l'autorité compétente remplace le président en exercice lorsque celui-ci est empêché. En cas d'absence prolongée simultanée du président en exercice et de son suppléant, la CIE nomme sans délai un nouveau président conformément à l'article 8, § 6, de l'accord de coopération.

CHAPITRE III. — Procédure de coordination, de délibération et de décision

Art. 4. Le président coordonne la planification des travaux du Comité. Il soumet au Comité en début d'année civile un projet de programme de travail annuel pour adoption. Ce projet reprend les principaux axes de travail et échéances de l'année, tout en restant adaptable à d'éventuelles décisions intervenant en cours d'année. Le Conseil scientifique en est informé.

Art. 5. § 1^{er}. Les réunions du Comité se tiennent à Bruxelles sauf lorsque le Comité accepte, sur proposition du président, de tenir la réunion dans un autre lieu.

§ 2. La langue de travail usuelle du Comité est l'anglais. Le français et le néerlandais sont cependant utilisés lorsque le Comité soumet officiellement une proposition de décision ou un avis à la CIE ou à toute autre institution administrative belge.

Art. 6. § 1^{er}. Le président fixe le calendrier et l'ordre du jour des réunions. Il veille à l'envoi par e-mail, en principe dix jours ouvrables à l'avance, de l'invitation, de l'ordre du jour ainsi que de la documentation nécessaire ou le lien vers la partie sécurisée du site web où l'information est disponible.

5° Gastinstelling: de instelling die instaat voor de vestiging van het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat bedoeld in artikel 16, § 2, van het samenwerkingsakkoord;

6° Jaarlijks werkprogramma: het werkprogramma aangenomen door de Interministeriële Conferentie Leefmilieu overeenkomstig artikel 20 van het samenwerkingsakkoord;

7° Wetenschappelijk Secretariaat: Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat van de invasieve uitheemse soorten bedoeld in artikel 1, 15°, van het samenwerkingsakkoord;

8° Website: de portaalwebsite bedoeld in artikel 15, § 2, 8°, van het samenwerkingsakkoord;

9° Partijen: voor dit uitvoerend samenwerkingsakkoord, uitsluitend de Federale Staat en de Gewesten;

10° Effectieve leden: de leden van het Comité als bedoeld in artikel 8, § 1, 2° en 5° van het samenwerkingsakkoord;

11° Waarnemers: de leden van het Comité als bedoeld in artikel 8, § 1, 6° en 7° van het samenwerkingsakkoord;

12° Stakeholders: de personen bedoeld in artikel 9, § 5, van het samenwerkingsakkoord;

13° Deskundigen : de personen die voor de vergaderingen van het comité kunnen worden uitgenodigd overeenkomstig artikel 8, § 1, 8° van het samenwerkingsakkoord.

HOOFDSTUK II. — Roterend voorzitterschap

Art. 3. § 1. Het roterend voorzitterschap van het Comité wordt georganiseerd tussen de bevoegde overheden, vermeld in artikel 8, § 1, 2° tot 5° van het samenwerkingsakkoord, op basis van de volgende volgorde :

- 1° Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;
- 2° Federale Staat;
- 3° Vlaamse Gewest;
- 4° Waalse Gewest.

§ 2. De volledige uitoefening van het voorzitterschap, in de volgorde vermeld in paragraaf 1, door de verschillende bevoegde overheden, komt overeen met een cyclus van acht jaar. Deze volgorde wordt gehandhaafd voor elke nieuwe cyclus, behoudens beslissing van de ICL om anders te werk te gaan.

De eerste cyclus van acht jaar start het kalenderjaar dat volgt op het jaar waarin het samenwerkingsakkoord van kracht wordt.

§ 3. Vóór het verstrijken van de twee jaar van het voorzitterschap door elk bevoegde autoriteit en om zich te vergewissen van de continuïteit van de werking van het voorzitterschap van het Comité, organiseert de voorzitter in functie zijn opvolging met de bevoegde overheid die het volgende voorzitterschap op zich moet nemen. De voorzitter stelt de ICL in kennis van de naam van de toekomstige voorzitter en van de datum waarop die in functie treedt.

§ 4. Overeenkomstig artikel 8, § 2, van het samenwerkingsakkoord vervangt de door de bevoegde overheid aangewezen plaatsvervanger de voorzitter in functie wanneer die verhinderd is. Bij gelijktijdige langdurige afwezigheid van de voorzitter in functie en zijn plaatsvervanger, benoemt de ICL onverwijld een nieuwe voorzitter overeenkomstig artikel 8, § 6, van het samenwerkingsakkoord.

HOOFDSTUK III. — Coördinatie-, beraadslagings- en beslissingsprocedure

Art. 4. De voorzitter coördineert de planning van de werkzaamheden van het Comité. Hij legt aan het begin van het kalenderjaar een ontwerp van jaarlijks werkprogramma ter goedkeuring voor aan het Comité. Dit project vermeldt de belangrijkste werkthema's en verval-datum voor het jaar met ruimte voor aanpassing aan beslissingen tijdens het jaar in kwestie. De Wetenschappelijke Raad wordt hiervan op de hoogte gesteld.

Art. 5. § 1. De vergaderingen van het Comité worden in Brussel gehouden, behalve wanneer het Comité, op voorstel van de voorzitter, ermee instemt om de vergadering op een andere plaats te houden.

§ 2. De gebruikelijke werktal van het Comité is het Engels. Het Frans en het Nederlands worden echter gebruikt wanneer het Comité officieel een voorstel van beslissing of een advies indient bij de ICL of bij om het even welke andere Belgische administratieve instelling.

Art. 6. § 1. De voorzitter stelt het tijdschema vast en bepaalt de agenda van de vergaderingen. Hij ziet toe op de verzending via e-mail, in principe tien werkdagen op voorhand, van de uitnodiging en de nodige documentatie of de link naar het beveiligde deel van de website waar de informatie beschikbaar is.

L'ordre du jour spécifie la portée de chaque point à l'agenda : pour information, pour échange de vues ou pour décision.

Le président indique dans l'invitation le jour, l'heure de la réunion ainsi que le lieu où elle se déroule.

§ 2. Chaque membre effectif et chaque observateur peut, en vue de constituer le projet d'agenda d'une réunion, demander au président de mettre un ou plusieurs points à l'ordre du jour. Cela se fait par écrit dans le délai précisé par le président ou oralement lors d'une réunion du Comité précédant la réunion concernée.

Le président du Comité arrête le projet d'agenda et en informe le Comité dans le délai visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. En début de réunion, le président vérifie si d'autres points sont proposés pour être ajoutés à l'ordre du jour. Si tel est le cas, le Comité décide par consensus de les ajouter au projet d'agenda.

Le projet d'agenda, éventuellement complété, est proposé pour adoption en début de réunion.

Lorsque le membre du Comité qui a mis un point à l'ordre du jour n'est pas présent à la réunion ni représenté par son suppléant ou par une autre autorité conformément à la délégation visée à l'article 9, § 1^{er}, de l'accord de coopération, le Comité peut décider de le postposer à une prochaine réunion.

§ 4. Les décisions du Comité sont prises par consensus conformément à l'article 9, § 2, de l'accord de coopération.

En cas de procédure écrite organisée conformément à l'article 9, § 3, de l'accord de coopération, la proposition de décision est réputée acceptée en cas d'absence de réaction d'un membre du Comité à l'échéance du délai prévu.

Art. 7. § 1^{er}. Les rapports de réunion contiennent :

1° la date de la réunion ;

2° le nom des membres présents et, le cas échéant, des observateurs et des parties prenantes présents qui ont été invités par le Comité respectivement conformément aux articles 8, § 1^{er}, 8° et 9, § 5, de l'accord de coopération ;

3° le nom des membres absents ;

4° la constatation que chaque autorité compétente visée à l'article 8, § 1^{er}, 2° à 5° de l'accord de coopération est représentée ainsi que le président ou son suppléant ;

5° l'ordre du jour de la réunion ;

6° de façon succincte, les commentaires ou avis exprimés par point de l'ordre du jour ;

7° les décisions ;

8° la date ou la période de la prochaine réunion du Comité ;

9° le nom du rapporteur désigné de commun accord par le Comité ;

10° dans la mesure du possible, les points à mettre à l'ordre du jour pour de la prochaine réunion ;

11° un résumé du rapport de la réunion en français et néerlandais et qui reprend les informations contenues aux points 1°, 4°, 5° et 7°.

§ 2. Le projet de rapport de réunion est transmis par voie électronique par le président aux membres du Comité ainsi qu'aux observateurs et parties prenantes présents lors de la réunion, au plus tard dans les huit jours ouvrables suivant la réunion.

Les membres présents lors de la réunion ont cinq jours ouvrables à partir de la réception du projet de rapport pour faire part de leurs commentaires au président et au rapporteur. Si aucune remarque écrite n'est adressée endéans ce délai, le rapport de réunion est considéré comme approuvé.

§ 3. Suite à l'approbation du rapport de réunion, le président du Comité demande au secrétariat scientifique de le placer sur la partie sécurisée du site web. Il place simultanément le résumé du rapport de réunion visé au paragraphe 1^{er}, 11°, sur la partie publique du site web.

De agenda specificeert de reikwijdte van elk agendapunt: voor informatie, voor gedachtewisseling, voor beslissing.

De voorzitter vermeldt in de uitnodiging de datum en het tijdstip van de vergadering en de plaats waar deze doorgaat.

§ 2. Elk effectief lid en elke waarnemer kan voor het opstellen van de ontwerp-agenda verzoeken aan de voorzitter om een of meer punten aan de agenda toe te voegen. Dit gebeurt schriftelijk binnen de door de voorzitter vastgestelde termijn of mondeling tijdens een vergadering van het comité die aan de betrokken vergadering voorafgaat.

De voorzitter van het comité stelt de ontwerp-agenda vast en stelt het comité daarvan binnen de in lid 1 genoemde termijn in kennis.

§ 3. Aan het begin van de vergadering gaat de voorzitter na of er nog andere punten worden voorgesteld voor toevoeging aan de agenda. Als dat het geval is, besluit het Comité bij consensus om ze aan de ontwerp-agenda toe te voegen.

De ontwerp-agenda, eventueel aangevuld, wordt aan het begin van de vergadering ter goedkeuring voorgelegd.

Wanneer het lid van het comité dat een punt op de agenda heeft geplaatst, niet aanwezig is op de vergadering en niet wordt vertegenwoordigd door zijn plaatsvervanger of door een andere autoriteit overeenkomstig de in artikel 9, § 1, van de samenwerkingsovereenkomst bedoelde delegatie, kan het Comité besluiten het punt uit te stellen tot een volgende vergadering.

§ 4. De besluiten van het Comité worden bij consensus genomen overeenkomstig artikel 9, § 2, van het samenwerkingsakkoord.

In het geval van een overeenkomstig artikel 9, § 3, van het samenwerkingsakkoord georganiseerde schriftelijke procedure wordt het voorstel van besluit geacht te zijn aanvaard indien binnen de gestelde termijn geen reactie van een lid van het comité is ontvangen.

Art. 7. § 1. De verslagen van de vergadering vermelden:

1° de datum van de vergadering;

2° de namen van de aanwezige leden en, desgevallend, van de aanwezige waarnemers en stakeholders die door het Comité werden uitgenodigd respectievelijk in overeenstemming met artikel 8, § 1, 8° en 9, § 5, van het samenwerkingsakkoord;

3° de namen van de afwezige leden;

4° de vaststelling dat elke bevoegde overheid als vermeld in artikel 8, § 1, 2° tot en met 5° van het samenwerkingsakkoord evenals de voorzitter of zijn plaatsvervanger vertegenwoordigd zijn;

5° de agenda van de vergadering;

6° beknopt, de volgens agendapunt uitgesproken opmerkingen en standpunten;

7° de beslissingen;

8° de datum of de periode van de volgende vergadering van het Comité;

9° de naam van de verslaggever die in onderling akkoord werd aangeduid door het Comité;

10° voor zover mogelijk, agendapunten te plaatsen voor de volgende vergadering moeten;

11° een samenvatting van het verslag van de vergadering in het Nederlands en het Frans die de informatie bedoeld in de punten 1°, 4°, 5° en 7° omvat.

§ 2. Het ontwerpverslag van de vergadering wordt via elektronische weg door de voorzitter gestuurd naar de leden van het Comité en de waarnemers en stakeholders die tijdens de vergadering aanwezig waren, en dit ten laatste binnen acht werkdagen volgend op de vergadering.

De leden die tijdens de vergadering aanwezig waren, hebben, vijf werkdagen, te tellen vanaf de datum van ontvangst van het ontwerpverslag, om hun opmerkingen aan de voorzitter en de verslaggever kenbaar te maken. Als er geen enkele geschreven opmerking binnen deze termijn wordt ontvangen, wordt het verslag van de vergadering als goedgekeurd beschouwd.

§ 3. Na de goedkeuring van het verslag van de vergadering, vraagt de voorzitter van het Comité aan het wetenschappelijk secretariaat om het op het beveiligde deel van de website te plaatsen. Het plaatst tegelijk ook de samenvatting van het verslag van de vergadering bedoeld in paragraaf 1, 11°, op het publieke deel van de website.

CHAPITRE IV. — *Planification de la coordination avec le Conseil scientifique et procédure de demande d'avis faite au Conseil scientifique*

Art. 8. § 1^{er}. Le président du Comité et le président du Conseil scientifique, assistés par le Secrétariat scientifique, organisent une réunion en début de chaque année civile en vue de cibler les dossiers pour lesquels une interaction entre les deux institutions est nécessaire pour l'année concernée, en ce compris la planification des demandes d'avis.

En vue des discussions sur la planification, il est, entre autres, tenu compte du programme de travail du Secrétariat scientifique national pour l'année en cours, tel qu'adopté par la CIE. Le résultat des discussions est porté à la connaissance du Comité et du Conseil scientifique.

§ 2. Le président du Comité et le président du Conseil scientifique sont chargés d'indiquer sur la partie sécurisée du site web les dates de réunions qui sont programmées au sein de leur institution respective.

Art. 9. § 1^{er}. Le Comité peut, conformément à l'article 11 de l'accord de coopération, requérir un avis du Conseil scientifique sur toute demande en lien avec l'exécution des tâches à coordonner visées à l'article 7, § 2, de l'accord de coopération à l'exception de l'article 7, § 2, 12°, a) et 14°.

Sauf urgence dûment motivée, le Comité transmet sa demande d'avis au Conseil scientifique qui rend un avis dans les 45 jours ouvrables à dater de la demande. La demande se fait préférentiellement par email en utilisant les emails professionnels respectifs des présidents du Comité et du Conseil scientifique. Elle est enregistrée sur la partie sécurisée du site web.

§ 2. Si le Conseil scientifique estime que la demande d'avis peut difficilement être effectuée à temps, il notifie au président du Comité, dans le délai prévu au paragraphe 1^{er}, que le délai de prise de la décision est porté à 15 jours ouvrables supplémentaires. La décision de prolongation indique le ou les motifs de l'ajournement.

§ 3. En cas d'urgence et en dérogation au paragraphe 1, le Conseil scientifique remet, à la demande du président du Comité, son avis dans les 15 jours ouvrables à dater de la demande. Le président du Comité expose dans sa demande les raisons pour lesquelles l'urgence est demandée.

Si le Conseil scientifique estime que la demande d'avis peut difficilement être effectuée à temps, il notifie au président du Comité dans le délai de 15 jours visé à l'alinéa 1^{er}, que le délai de prise de la décision est porté à 15 jours ouvrables supplémentaires. La décision de prolongation indique le ou les motifs de l'ajournement.

§ 4. L'avis est envoyé par email par le président du Conseil scientifique au président du Comité et au Secrétariat scientifique national. Il est posté par ce dernier sur la partie sécurisée du site web.

§ 5. Le président du Comité peut demander au président du Conseil d'apporter des clarifications ou des compléments d'information à l'avis reçu.

Le président du Conseil peut présenter oralement l'avis à une réunion du Comité :

1° à la demande du Comité ;

2° ou de sa propre initiative. En ce cas, il met ce point à l'ordre du jour via le président du Comité.

CHAPITRE V. — *Supervision du fonctionnement général du Secrétariat scientifique*

Section 1. — *Elaboration du programme de travail et de l'estimation budgétaire*

Art. 10. § 1^{er}. En vue d'établir le programme de travail annuel du Secrétariat scientifique, le président du Comité réunit les membres effectifs du Comité et le Secrétariat scientifique national au début du second semestre précédant l'année de travail concernée. Le président du Comité peut inviter le président du Conseil scientifique ainsi que tout autre expert.

Conjointement avec le Secrétariat scientifique, le Comité liste les tâches du programme de travail annuel à exécuter ainsi que l'estimation du budget annuel du fonctionnement du secrétariat scientifique pour l'année de travail suivante.

En vue de lister ces tâches, le Comité demande l'avis du Conseil scientifique.

HOOFDSTUK IV. — *Planning van de coördinatie met de Wetenschappelijke Raad en procedure voor de aanvraag van een advies gericht aan de Wetenschappelijke Raad*

Art. 8. § 1. De voorzitter van het Comité en de voorzitter van de Wetenschappelijke Raad, bijgestaan door het Wetenschappelijk Secretariaat, organiseren aan het begin van elk kalenderjaar een vergadering om te bepalen voor welke dossiers er in het betrokken jaar interactie nodig is tussen de twee instellingen, met inbegrip van de planning van de adviesaanvragen.

Met het oog op de besprekingen over de planning wordt er onder andere rekening gehouden met het werkprogramma van het Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat voor het lopende jaar, zoals dat door de ICL is goedgekeurd. Het resultaat van de besprekingen wordt ter kennis gebracht van het Comité en van de Wetenschappelijke Raad.

§ 2. De voorzitter van het Comité en de voorzitter van de Wetenschappelijke Raad zijn belast met het vermelden van de data van de geplande vergaderingen binnen hun respectieve instelling op het beveiligde deel van de website.

Art. 9. § 1. Het Comité kan, in overeenstemming met artikel 11 van het samenwerkingsakkoord, een advies vragen van de Wetenschappelijke Raad over elke vraag in verband met de uitvoering van de te coördineren taken bedoeld in artikel 7, § 2, van het samenwerkingsakkoord met uitzondering van artikel 7, § 2, 12°, a) en 14°.

Behalve in het geval van gemotiveerde hoogdringendheid maakt het Comité zijn aanvraag voor advies over aan de Wetenschappelijke Raad die binnen 45 werkdagen, te tellen vanaf de datum van de aanvraag, een advies geeft. De aanvraag wordt bij voorkeur per e-mail ingediend via de respectieve professionele e-mailadressen van de voorzitter van het Comité en de Wetenschappelijke Raad. Ze wordt geregistreerd in het beveiligde deel van de website.

§ 2. Als de Wetenschappelijke Raad oordeelt dat de toetsing van de aanvraag moeilijk tijdig uit te voeren is, dan deelt hij binnen de termijn vermeld in paragraaf 1 mee dat de mededelingstermijn van de beslissing met 15 werkdagen wordt verlengd. De verlengingsbeslissing vermeldt de reden of de redenen voor het uitstel.

§ 3. Bij hoogdringendheid en in afwijking van paragraaf 1 geeft de Wetenschappelijke Raad zijn advies, op verzoek van de voorzitter van het Comité, binnen 15 dagen, te tellen vanaf de datum van de aanvraag. De voorzitter van het Comité legt in zijn aanvraag de redenen uit waarvoor de hoogdringendheid wordt gevraagd.

Als de Wetenschappelijke Raad oordeelt dat de toetsing van de aanvraag moeilijk tijdig uit te voeren is, dan deelt hij binnen de termijn van 15 dagen bedoeld in de eerste alinea mee dat de mededelingstermijn van de beslissing met 15 werkdagen wordt verlengd. De verlengingsbeslissing vermeldt de reden of de redenen voor het uitstel.

§ 4. Het advies wordt door de voorzitter van de Wetenschappelijke Raad per e-mail naar de voorzitter van het Comité en het nationaal Wetenschappelijk Secretariaat gestuurd en wordt door die laatste op het beveiligde deel van de website geplaatst.

§ 5. De voorzitter van het Comité kan de voorzitter van de Raad verzoeken om het ontvangen advies te verduidelijken of aan te vullen.

De voorzitter van de Raad kan het advies mondeling voorstellen tijdens een vergadering van het Comité:

1° op verzoek van het Comité;

2° ofwel op eigen initiatief. In dat geval, zet hij dit punt op de agenda via de voorzitter van het Comité.

HOOFDSTUK V. — *Toezicht op de algemene werking van het Wetenschappelijk Secretariaat*

Afdeling 1. — *Uitwerking van het werkprogramma en de budgettaire raming*

Art. 10. § 1. Met het oog op de uitwerking van het jaarlijks werkprogramma van het Wetenschappelijk Secretariaat roept de voorzitter van het Comité aan het begin van het tweede semester dat voorafgaat aan het werkjaar in kwestie de effectieve leden van het Comité en het nationaal Wetenschappelijk Secretariaat bijeen. De voorzitter van het Comité mag de voorzitter van de Wetenschappelijke Raad evenals elke andere deskundige uitnodigen.

Samen met het Wetenschappelijk Secretariaat stelt het Comité de uit te voeren taken van het jaarlijks werkprogramma vast evenals de raming van het jaarlijks werkingsbudget van het Wetenschappelijk Secretariaat voor het volgende werkjaar.

Met het oog op de vaststelling van deze taken vraagt het Comité het advies van de Wetenschappelijke Raad.

§ 2. Après avis du Conseil scientifique, le Comité présente l'estimation du budget annuel à la CIE au cours du troisième trimestre précédant l'année de travail concerné conformément à l'article 18, § 3, de l'accord de coopération.

Après avoir consulté le Secrétariat scientifique national, il soumet à la CIE, au plus tard pour le 30 janvier de l'année concernée, le programme de travail annuel conformément à l'article 18, § 2, de l'accord de coopération.

§ 3. Le président du Comité peut, ponctuellement, se faire assister dans ses tâches et pour autant que le Comité ait marqué son accord :

- 1° par un autre membre effectif du Comité ;
- 2° par le Secrétariat scientifique national ;
- 3° ou par une personne liée administrativement ou contractuellement à l'autorité compétente à laquelle le président appartient.

Section 2 : — Rapport d'activités

Art. 11. Le Comité adopte, au plus tard pour le 30 janvier de l'année suivant l'année concernée, le rapport d'activités, en ce compris l'utilisation du budget annuel, qui a été préparé par le Secrétariat scientifique conformément à l'article 19 de l'accord de coopération.

Dès que le Comité a approuvé le rapport d'activités, il le soumet à la CIE pour adoption finale.

Section 3 : — Suivi du fonctionnement du Secrétariat scientifique

Art. 12. § 1^{er}. Dès que la CIE a adopté le programme de travail et le rapport d'activités visés à l'article 11, le président du Comité organise une réunion sur le fonctionnement du Secrétariat scientifique. Il invite le représentant de l'Institution hôte, le président du Conseil scientifique ainsi que le Secrétariat scientifique à la réunion.

Une personne appartenant au service financier de l'Institution hôte assiste également à la réunion pour tout ce qui relève du budget.

§ 2. La réunion présente un double objectif :

- 1° faire le bilan du fonctionnement du Secrétariat scientifique au cours de l'année précédente, ce qui comprend les points suivants :
 - a) l'évaluation de la mise en œuvre du programme de travail de l'année précédente sur base :
 - i) du rapport d'activités visé à l'article 19 de l'accord de coopération, en ce compris les aspects financiers;
 - ii) d'une évaluation faite par le Comité;
 - iii) d'une évaluation faite par le Conseil scientifique.
 - b) tout autre point qui demanderait un échange entre les participants à la réunion.
- 2° présenter le programme de travail pour l'année en cours, en ce compris les aspects financiers, tel que visé à l'article 20 de l'accord de coopération.

§ 3. Le président du Comité établit un projet de rapport de la réunion en se faisant assister, le cas échéant, par les représentants du service financier visés au paragraphe 1^{er}. Il le soumet pour adoption aux personnes qui ont effectivement participé à la réunion.

Le rapport de réunion adopté est transmis pour information par le président du Comité aux autres membres du Comité.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 13. En cas de différend dans l'application de cet accord, celui-ci est porté à la connaissance de la CIE en vue d'être solutionné. La CIE est élargie à la Recherche scientifique en ce qui concerne l'article 12.

Art. 14. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 15. Le présent accord entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le Ministre de l'autorité fédérale qui a l'environnement dans ses compétences est chargé de la publication du présent accord.

Fait à Bruxelles le 16 février 2023, en un seul exemplaire qui sera déposé au Secrétariat central du Comité de concertation.

§ 2. Na advies van de Wetenschappelijke Raad legt het Comité de raming van het jaarlijks werkingsbudget voor aan de ICL en dit in de loop van het derde trimester dat voorafgaat aan het werkjaar in kwestie, overeenkomstig artikel 18, § 3, van het samenwerkingsakkoord.

Nadat het Comité het nationaal Wetenschappelijk Secretariaat heeft geraadpleegd, legt het ten laatste tegen 30 januari van het jaar in kwestie het jaarlijks werkprogramma voor aan de ICL, overeenkomstig artikel 18, § 2, van het samenwerkingsakkoord.

§ 3. De voorzitter van het Comité kan zich, in bepaalde gevallen, laten bijstaan in zijn taken en voor zover het Comité hiermee akkoord ging:

- 1° door een ander effectief lid van het Comité;
- 2° door het nationaal Wetenschappelijk Secretariaat;
- 3° door een persoon die administratief of contractueel verbonden is aan de bevoegde overheid waartoe de voorzitter behoort.

Afdeling 2: — Activiteitenverslag

Art. 11. Het Comité neemt ten laatste tegen 30 januari van het jaar volgend op het jaar in kwestie het activiteitenverslag aan, met inbegrip van het gebruik van het jaarlijkse werkingsbudget, dat overeenkomstig artikel 19 van het samenwerkingsakkoord door het Wetenschappelijk Secretariaat werd voorbereid.

Zodra het Comité het activiteitenverslag heeft goedgekeurd, legt het dit ter definitieve aanneming voor aan de ICL.

Afdeling 3: — Opvolging van de werking van het Wetenschappelijk Secretariaat

Art. 12. § 1. Van zodra de ICL het werkprogramma en het activiteitenverslag bedoeld in artikel 11 heeft aangenomen, belegt de voorzitter van het Comité een vergadering over de werking van het Wetenschappelijk Secretariaat. Hij nodigt de vertegenwoordiger van de Gastinstelling, de voorzitter van de Wetenschappelijke Raad en de voorzitter van het Wetenschappelijk Secretariaat uit voor deze vergadering.

Een vertegenwoordiger van de financiële dienst van de Gastinstelling woont eveneens deze vergadering bij voor over alle aangelegenheden met betrekking tot de begroting.

§ 2. De vergadering heeft een dubbele doelstelling:

- 1° de balans opmaken van de werking van het Wetenschappelijk Secretariaat in het voorbije jaar, wat de volgende punten omvat :
 - a) de evaluatie van de uitvoering van het werkprogramma van het voorbije jaar op basis van :
 - i) het activiteitenverslag bedoeld in artikel 19 van het samenwerkingsakkoord, met inbegrip van de financiële aspecten;
 - ii) een evaluatie door het Comité;
 - iii) een evaluatie door de Wetenschappelijke Raad.
 - b) elk ander punt dat een uitwisseling tussen de leden van de vergadering zou vereisen.
- 2° het voorstellen van het werkprogramma voor het lopende jaar, met inbegrip van de financiële aspecten, zoals bedoeld in artikel 20 van het samenwerkingsakkoord.

§ 3. De voorzitter van het Comité stelt een ontwerp van verslag van de vergadering op en laat zich hierbij, zo nodig, bijstaan door de vertegenwoordigers van de financiële dienst bedoeld in paragraaf 1. Hij legt dit ontwerp ter aanneming voor aan de leden die hebben deelgenomen aan de vergadering.

Enmaal aangenomen wordt het rapport door de voorzitter van het Comité ter informatie doorgestuurd naar de andere leden van het Comité.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 13. In geval van geschil bij de toepassing van dit akkoord wordt dat ter kennis gebracht van de ICL teneinde tot een oplossing te komen. De ICL wordt met Wetenschapsbeleid uitgebreid in verband met artikel 12.

Art. 14. Dit akkoord wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Art. 15. Dit akkoord treedt in werking de dag op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De minister van de federale overheid die bevoegd is voor Leefmilieu is belast met de bekendmaking van dit akkoord.

Opgemaakt te Brussel op 16 februari 2023, in één enkel oorspronkelijk exemplaar, dat zal worden neergelegd bij het Centrale Secretariaat van het Overlegcomité..

Pour le Gouvernement fédéral :

Le Premier Ministre,
A. DE CROO

Le Ministre de l'Economie et du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de la Justice et de la Mer du Nord,

V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre du Climat, de l'Environnement,
du Développement durable et du Green Deal,
Z. KHATTABI

La Ministre de l'Environnement et du Maintien, de l'Environnement
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Energie et du Tourisme,

Z. DEMIR

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature de la Forêt,
de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de la transition climatique, de l'Environnement
et de l'Energie et de la Démocratie participative
A. MARON

Voor de Federale Regering:

De Eerste Minister,
A. DE CROO

De Minister van Economie en Werk,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Justitie en Noordzee,

V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Klimaat, Leefmilieu,
Duurzame Ontwikkeling en Green Deal,
Z. KHATTABI

De Staatssecretaris voor Relance en strategische Investerings, belast
met Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Economie
en Werk,

Z. DEMIR

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President van de Waalse Regering,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bos, Erfgoed en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
R. VERVOORT

De Minister belast met Klimaat- transitie, Leefmilieu,
Energie en Participatieve Democratie,
A. MARON

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

[C – 2023/42148]

16 FEVRIER 2023. — Accord de coopération portant exécution de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes, et fixant les procédures et modalités relatives au rapportage sur la mise en œuvre du règlement (UE) n° 1143/2014

Vu l'article 23 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 6, § 1^{er}, III, 2°, 6bis et 92bis ;

Vu l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu le décret du 4 avril 2019 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu le décret du 3 mai 2019 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu la loi du 16 juin 2019 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu l'ordonnance du 2 juillet 2020 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Considérant le Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

[C – 2023/42148]

16 FEBRUARI 2023. — Samenwerkingsakkoord houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten, en tot vaststelling van de procedures en modaliteiten betreffende de rapportering over de uitvoering van de verordening (EU) nr. 1143/2014

Gelet op artikel 23 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 6, § 1, III, 2°, 6bis en 92bis;

Gelet het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Gelet op de wet van 16 juni 2019 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Gelet op de ordonnantie van 2 juli 2020 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Overwegende de Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;